Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

122-123 | 2010
Handicaps

Colloque « transactions sexuelles »

Université de Lausanne 27-29 mai 2010

Catherine Deschamps

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5812>

DOI : 10.4000/jda.5812

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 467-471

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Catherine Deschamps, « Colloque « transactions sexuelles » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 122-123 | 2010, mis en ligne le 09 mars 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5812> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.5812>

COLLOQUE « TRANSACTIONS SEXUELLES »
Université de Lausanne
27-29 mai 2010

COMPTE RENDU

Catherine DESCHAMPS*

Les 27, 28 et 29 mai 2010, à l'université de Lausanne, le Groupe de travail « Sociologie des sexualités » (GT 07)¹ de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) organisait son premier colloque international thématique, en collaboration avec le Centre en études genre (LIEGE) et le CRAPUL de l'université de Lausanne².

Suite à une première session de débats généralistes lors du XVII^e Congrès international de l'AISLF, à Istanbul en juillet 2008, le thème des transactions sexuelles a semblé intéressant à creuser, et il fut décidé d'en faire l'axe de réflexion dudit colloque « intermédiaire » du GT 07. Nous constatons en effet que, de longue

* Sophiapol/Lasco Paris Ouest/ENS d'architecture de Paris Val de Seine
3 quai Panhard et Levassor – 75013 Paris
Courriel : cathdes@club-internet.fr

¹ Les membres fondateurs du GT 07 sont Christophe Broqua, Catherine Deschamps, Laurent Gaissad et Jean-Yves Le Talec, auxquels se sont adjoints suite au congrès d'Istanbul Philippe Combessie, Sibylla Mayer et Sébastien Roux.

² Avec le soutien financier du Fond national suisse de la recherche scientifique, de l'Agence universitaire de la francophonie, de la Société d'ethnologie française, de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, de l'Atelier genre et sexualité(s) et du LAMC à l'université libre de Bruxelles.

date, les sciences sociales s'efforçaient de distinguer la sexualité « commerciale » et la sexualité « ordinaire », la seconde étant présumée exempte des considérations matérielles impliquées par la première, tout particulièrement dans les pays occidentaux. Depuis les années 1970, l'avènement de la théorie féministe avait certes permis la réintégration explicite de la sexualité, dans sa diversité, au centre de la théorie de l'échange. Au cœur de ces avancées, on doit à Paola Tabet d'avoir élaboré le concept d'échange économico-sexuel, permettant d'analyser les rapports de genre à partir d'une gamme très diverse de configurations sexuelles considérées comme formant un continuum allant du mariage au commerce sexuel, avec le travail comme fil conducteur. La multitude des publications qui ont mobilisé cet outil a confirmé sa fécondité, jusqu'au récent développement des recherches sur la sexualité dite transactionnelle dans le contexte du sida, ou encore dans les enquêtes sur l'assistance sexuelle adressée aux personnes handicapées. Mais avec le renouvellement des angles de recherche, la théorie de l'échange économico-sexuel laisse aussi apparaître certaines de ses limites, que le colloque de Lausanne visait à identifier, voire à dépasser.

L'objectif du colloque « Transactions sexuelles » de mai 2010 était donc d'approfondir et de préciser la réflexion sur la teneur échangiste de la sexualité, comprise aussi bien comme une économie « froide » et a priori non désirante, que comme une circulation « chaude » de désirs compensés. À cet égard, rappeler le panel des propositions que nous avons reçues suite à l'appel à communication est significatif à double titre : d'abord d'une résistance à considérer la sexualité « ordinaire », notamment en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord, comme relevant « aussi » d'un principe d'échange économico-sexuel ; ensuite de la croyance académique selon laquelle évoquer la prostitution suffirait, sans plus de précision et quelles que soient les aires géographiques ou culturelles, à induire un questionnement sur les dimensions transactionnelles de la sexualité. Parmi les nombreuses propositions reçues, nous avons donc opéré une sélection visant à rééquilibrer au mieux ces effets de représentation en miroir.

Ce choix devait permettre un premier constat : l'idée que la sexualité serait le dernier bastion d'un don libre d'économie est ethnocentrée. Elle émane précisément des pays occidentaux, et est sans doute renforcée par les chercheurs qui font du terrain dans cet espace géographique, plus nombreux à travailler sur la sexualité que dans d'autres États. À l'inverse, ce sentiment de gratuité est étranger à l'ensemble des populations des autres zones du monde sur lesquelles certain(e)s ont communiqué (Congo, Maroc, Brésil, Thaïlande, Bolivie, Pérou, Mali, Cameroun) ; il est également étranger aux personnes en situation de migration entre pays pauvres et pays riches. Pourtant, nulle part cette variation de représentation ne semble forcément oblitérer la compatibilité entre commerce et maintien de formes de désir et de plaisir : espaces intimes et argent ne sont qu'apparemment ces « mondes antagonistes » décrits par Viviana Zelizer. Désir et plaisir, voire rêves initiatiques, sont parfois le fruit d'une réappropriation positive de certains stigmates mais, à rebours, l'introduction d'argent ou de cadeaux peut se faire adjuvant érotique. Les représentations contraires selon les lieux expliquent par contre la virulence des attaques et des polémiques sur la prostitution dans les pays occidentaux : l'échange explicite de services sexuels contre de l'argent devient le bouc émissaire qui permet de restaurer l'illusion de gratuité des relations sexuelles ou affectives « banales ». Nonobstant, certaines interventions du colloque ont montré combien, en France ou en Belgique par exemple, la séduction homosexuelle ou hétérosexuelle pouvait s'épanouir de dépenses, des dépenses qui pour parfois ne pas être calculées au centime près, accordent d'autant plus de valeur à l'autre qu'elles se font apparemment « sans compter ». Le moment où interviennent les dépenses est également apparu important : nécessairement antérieur à l'acte sexuel dans la prostitution, il peut intervenir à tous les niveaux lors des séductions et des relations n'étant pas perçues de l'ordre d'une activité rémunératrice, passer d'une logique spectaculaire de hiérarchie entre désirant(e)s et désiré(e)s, à un simulacre d'égalité de genre.

Un autre apport du colloque est d'avoir insisté, à propos des transactions sexuelles comme ces temps-ci autour de bien d'autres

thèmes, sur la nécessité d'une approche intersectionnelle, telle qu'y invite Danièle Kergoat : le sexe, parce qu'il divise l'humanité en deux catégories « visiblement » distinctes, est une donnée fondamentale à prendre en compte dans les analyses. Elle n'est toutefois pas autosuffisante. Doivent s'y adjoindre des analyses en termes d'âge (les questions générationnelles sont particulièrement importantes pour comprendre les échanges économico-sexuels tels qu'ils se nouent en Afrique), de classes sociales et culturelles, de « race », etc. Par exemple, l'appartenance à la classe des blanches occidentales, aisées et cultivées peut partiellement perturber le rapport transactionnel classique au « coup de foudre » des femmes, lorsque leurs partenaires sont des « hommes bleus » du désert, pauvres, n'ayant pas fait d'études supérieures.

Mais une tension a traversé les trois jours de débat à Lausanne : d'une part l'analyse dite féministe-matérialiste continuait d'être présente, et le continuum économico-sexuel de Paola Tabet était à l'œuvre dans nombre d'interventions, y compris par la force de certaines de ses inversions ; d'autre part certaines communications semblaient vouloir si ce n'est s'en défaire du moins le compléter d'un arsenal théorique encore en construction et tâtonnant qui, à l'idée de rapports de pouvoir subis, ajoutaient celle de désirs complexes, voulus et recherchés, y compris contre l'idéologie d'une recherche de meilleure égalité. Faut-il donc, pour comprendre un terrain, cesser de se demander exclusivement qui humilie qui ? Faut-il, également, pour nourrir et étayer ces dernières pistes, sortir de la guerre qui, en matière de genre et de sexualité, oppose parfois sans discernement les sociologues et les anthropologues aux psychologues ? Une chose est sûre, si une partie de la littérature était commune aux deux tendances, certains auteurs, philosophes, essayistes, romanciers (Sade, Klossowski ou Bataille pour ne citer qu'eux) sont étrangement ressortis de leur placard pour filer le parfait amour du commerce et du plaisir. Au minimum, nous espérons que la publication des actes permettra d'ouvrir plus largement la discussion.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- KERGOAT D.**, 1984. « Plaidoyer pour une sociologie des rapports sociaux. De l'analyse critique des catégories dominantes à la mise en place d'une nouvelle conceptualisation » in COLLECTIF, *Le sexe du travail, structures familiales et système productif*. Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble : 207-220.
- RUBIN G.**, 1998. « L'économie politique du sexe : transactions sur les femmes et systèmes de sexe/genre [1975] », *Cahiers du CEDREF*, 7.
- TABET P.**, 2005. *La grande arnaque : sexualité des femmes et échange économique-sexuel*. Paris, L'Harmattan.
- ZELIZER V.**, 2005. *The Purchase of Intimacy*. Princeton, Princeton University Press.

* * *